

le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

2 AU 8 MARS 1995

N° 989

10,00 F

MARSEILLE : LE COLLAGE D'AFFICHES TOURNE AU MEURTRE

LE TEMPS DES ASSASSINS

Souscrivez à hauteur
de 400 000 F
pour un local commun
le Monde libertaire/
Radio Libertaire
(chèque à l'ordre
de DMC)

LORS DES ÉLECTIONS législatives de mars 1986, un colleur d'affiches du Parti socialiste, Philippe Brocard était poignardé, en Ile-de-France, par un sergent engagé proche du Front national.

Le 12 mars 1993, Emilien Bonnal, ex-candidat FN, est condamné à huit ans de réclusion par la cour d'assises du Var pour le meurtre d'un jeune homme de vingt-cinq ans, Abdallah Moktari, lors de précédentes élections cantonales.

Outre ces drames, au Havre en 1988, à Nancy et Dreux en 1989 et dans le Val-d'Oise lors des législatives de mars 1993 des heurts sanglants durant des campagnes électorales eurent comme acteurs des militants du FN.

Ces affaires firent plus ou moins grand bruit durant quelques jours, puis un pesant silence retomba comme s'il était, somme toute, assez ordinaire de mourir ou d'être blessé pour des idées en temps de paix civile.

Rebelote le mardi 21 février, vers 23 h 15, avec l'assassinat raciste d'un lycéen français originaire des Comores, Ibrahim Ali (alias Chibaco), âgé de 17 ans (et dont le père anime le comité des chômeurs du quartier).

Un soir ordinaire, comme il s'en serait passé d'autres, peu avant minuit, rentrant d'une répétition au sein du groupe de rap B. Vice, de jeunes musicos, dont Chibaco, tombent sur trois colleurs d'affiches du FN, tournant avec une 205 et une R18, dans les quartiers nord de Marseille. Funeste rencontre où deux des trois lepénistes tireront plusieurs fois, avec au moins trois armes différentes (dont une carabine 22 LR et un pistolet à grenaille trafiqué en calibre 7,65). On relèvera un mort. Mort, une balle dans le dos, pour avoir peut-être couru derrière un dernier bus, mais surtout pour avoir eu la peau par trop foncée, comme avance l'avocat de la famille de la victime.

A force de coller des affiches indiquant qu'un FN victorieux conduirait plusieurs millions d'émigrés à quitter la France (« Avec Le Pen, trois millions d'immigrés rapatriés. En avant pour la Sixième République. »), certains finissent par se croire investis d'une mission de salut public. Le sexagénaire assassin — dont les enquêteurs ou les médias tardèrent à nous livrer le nom — est de ceux-là. Un ancien d'Algérie, peut-être, revivant les heures sombres passées dans le djebel. Un intoxiqué, sûrement, dont la drogue est le discours haineux des responsables du FN, Le Pen en premier lieu. Aussi ont-ils eu raison de crier « Le Pen assassin ! » les 5 000 manifestants (selon FR3) qui défilèrent le samedi 25 février, en matinée, sur la Canebière, à Marseille.

Un témoin prétend qu'avant Noël 1994, déjà, une passagère de la fameuse R18, coiffée d'un képi et

(suite p. 3)

ÉQUIPE DE COLLEURS DU F.N. COMPOSÉE DE :



EX-YOUGOSLAVIE

Pourquoi la « guerre ouverte » n'a-t-elle pas éclaté au Kosovo ?

Avec la main-mise de l'équipe Milosevic sur la Serbie en 1987, le Kosovo a perdu le peu d'autonomie dont il disposait sous le régime titiste, et il subit depuis une politique de « serbisation » particulièrement répressive. A cette époque, nombre d'analystes nous avaient pronostiqué un éclatement sanglant de la Yougoslavie provoqué par la « question du Kosovo ». Pourtant, la désintégration yougoslave est partie d'ailleurs, du nord. Du coup, ces analystes, les mêmes bien souvent, nous ont alors prêté que le Kosovo serait à l'origine d'une extension de la guerre bosniaque à l'ensemble des Balkans. Mais rien ne se passe de ce genre. Comment l'expliquer ?

La crise du Kosovo fut indéniablement l'un des facteurs qui conduisirent à la désintégration de la Yougoslavie et à la guerre, mais un parmi d'autres seulement. Se

tromper sur la question revient à se tromper — ou à tromper — sur l'ensemble du processus, et par conséquent à se méprendre sur les issues possibles. Il faut se repencher plus en amont non seulement sur la façon dont a été traité le Kosovo par le régime titiste mais aussi sur le sort des autres entités politiques de Yougoslavie. On constate alors que ce régime, et Tito lui-même, s'efforcèrent de réduire l'influence serbe dans l'édifice yougoslave. Pour cela, ils accordèrent une plus ou moins grande autonomie aux différentes « républiques » (Croatie, Slovénie, Bosnie-Herzégovine, Monténégro) ou aux « régions autonomes » (Voïvodine, Kosovo). Qu'ils l'aient fait par nationalisme anti-serbe larvé (thèse des nationalistes serbes actuels), par yougoslavisme sincère (thèse titiste) ou — tout simplement — par réalisme politique de rééquil-

brage permanent et subtil pour assurer le maintien au pouvoir du parti unique (thèse anarchiste), on peut bien sûr en discuter, mais le fait est là, et il ne s'agit aucunement de reprendre l'argumentation du régime Milosevic.

UN LOURD HÉRITAGE HISTORIQUE — Tito commença par relancer les germes de la dissension serbo-kosovar en interdisant, dès les lendemains de la Seconde Guerre mondiale, aux populations serbes qui avaient été chassées du Kosovo d'y revenir. Certes, certains de ces Serbes étaient arrivés dans les années 30 dans le cadre d'une colonisation pro-serbe organisée par le gouvernement yougoslave pour récupérer le Kosovo. Car celui-ci est considéré par la majorité des Serbes comme le berceau historique de leur nation.

Le Kosovo fut en effet conquis par les Ottomans au XIV^e siècle, qui y ont par la suite, au XVIII^e siècle, implanté les Albanais, jusque là absents du Kosovo, qu'ils venaient d'islamiser. Ensuite, au cours de la première guerre balkanique (1878-1912) et du projet de « Grande Albanie » soutenue par les Ottomans, « des persécutions systématiques sont exercées contre les Serbes : 150 000 d'entre eux fuient le Kosovo et la Metohidja (sur une population de 600 000 personnes) » (1). Mais la recolonisation serbe des années 30, malgré les rodontades des nationalistes serbes de l'époque, fut loin d'atteindre ses objectifs. Et, qui plus est, ces Serbes, plus ceux qui étaient là depuis plus longtemps, furent parfois chassés par des nationalistes albanais qui s'étaient rangés dans le camp fasciste. A l'époque, l'Albanie

(suite p. 6)

RADIO LIBERTAIRE (89.4)
« Le Garde-Fou »
(en soutien aux vendeurs
de la presse SDF)
le mardi
11 h 30 - 12 h 30

T 2137 - 989 - 10,00 F



Cecilia : une communauté anarchiste au Brésil

LE SUD DU BRÉSIL, le nord de l'Argentine, l'Uruguay, le Paraguay, entre les rives du Parana et les côtes de l'Atlantique sud, furent à la fin du dix-neuvième et au début du vingtième siècle, une région d'intense activité anarchiste dans laquelle les immigrants italiens avaient une grande part.

Dès les années 1836-1848, Garibaldi en exil s'y était illustré en luttant contre l'empereur du Brésil, puis en Uruguay contre les conservateurs et leur allié le caudillo argentin Rosas. A la même époque, d'autres italiens aux idées sociales plus marquées s'installaient dans ces régions. A Porto Alegre, dans l'Etat brésilien du Rio Grande do Sul, Luigi Rossetti publie en portugais le journal *O Povo* (1838-1840), tandis que, à partir de 1841 dans l'Etat voisin de Santa Catarina, le docteur Mure crée à Palmetar deux phalanstères d'inspiration fouriériste. Ce projet avait été longuement préparé puisque dès 1839 Mure publiait, en Sicile, *L'Atrazione*, périodique fouriériste. En 1845, il édite *O Socialista da provincia de Rio de Janeiro*. Ces expériences s'achèveront en 1846 après un conflit entre les deux phalanstères. Les utopistes ne sont pas les seuls concernés, ces migrations sont massives, un million d'Italiens arrivent au Brésil entre 1884 et 1903.

C'est dans ce contexte que se situe l'expérience de Cecilia. Son initiateur, Giovanni Rossi, né à Pise en 1855, étudiant en médecine, puis en agronomie et science vétérinaire, avait publié dans cette ville en 1876, un pamphlet intitulé *Aux Bourgeois*. Sous le pseudonyme de Cardias, il écrivait : « *Le socialisme est aujourd'hui une science. Son champ d'action est infini, car il s'étend aux autres sciences positives qui lui offrent un vaste ensemble de luttes et de lois. Avec leur aide, le socialisme explique tous les faits, utiles ou néfastes à la société, vérifiant le fil naturel des causes qui les ont provoqués. Finalement, le but du socialisme comme science est de rechercher et valoriser les moyens permettant de diminuer les maux de la société et d'accroître ses bienfaits. Certains de ses énoncés sont connus : anarchie dans les relations sociales, amour et amour seulement dans la famille, propriété collective des capitaux, distribution gratuite des produits sur le terrain économique et négation de dieu en religion.* »

On est bien dans le ton scientifique de l'époque, dans l'idée que la science sociale apportera le bien être à l'humanité.

Rossi insiste souvent sur les thèmes de la condition féminine et des relations familiales : « *Au bonheur, à l'ivresse, à la paix d'un jour succèdent souvent la froideur, l'indifférence, l'ennui. Et resurgit la*

prostitution conjugale. Avant que s'y ajoutent la ruine et la trahison, nous socialistes, par dignité humaine souhaiterions que le couple se sépare avec la même liberté qui l'a uni... L'autorité, néfaste quand elle constitue l'Etat, est encore plus mauvaise dans la famille, qu'elle soit exercée par l'homme sur la femme ou par les parents sur leur progéniture. Nous voulons chasser de la famille toute autorité. De

« On est bien dans le ton scientifique de l'époque, dans l'idée que la science sociale apportera le bien être à l'humanité. »

même que nous ne devons pas être patrons dans la vie sociale, nous ne devons pas l'être non plus derrière les murs de notre maison. Cela me paraît une très juste aspiration, et je ne crois pas qu'elle implique la destruction de la famille. »

Ce discours tenu à 21 ans était sans doute très en avance sur la mentalité du temps, même dans les milieux révolutionnaires.

Mais Cardias-Rossi allait devoir attendre encore de longues années avant de mettre ses théories en application. Une première communauté est créée à Stagno Lombardo près de Crémone, sur laquelle il ne reste pas de témoignage.

C'est le 20 février 1890 qu'un groupe d'émigrants embarque à Gênes avec Rossi, à destination du Brésil. La communauté ayant réuni au maximum 300 personnes à son apogée, on peut supposer que le groupe initial en comptait au moins 200, venant peut-être de Stagno Lombardo...

Le pays où ils arrivent est en crise. En 1889, le deuxième et dernier empereur a perdu le pouvoir et la formation de l'Etat fédéral ne va pas sans mal... Un mouvement millénariste regroupe des milliers de miséreux du Nordeste à

Canudos, autour du « saint » Antonio Conselheiro. Ils seront massacrés par l'armée fédérale après des années de guérilla.

La communauté s'installe à Palmeira, village proche de Curitiba, la capitale de l'Etat du Paraná. Composée de paysans, ouvriers, artisans, instituteurs, elle se heurte dès le début à des difficultés matérielles, climatiques... Il faut défricher pour subsister, créer des ateliers de cordonnerie, de confection, développer des rapports avec le voisinage, instaurer un mode de fonctionnement non coercitif et non hiérarchique... Le but n'est pas de constituer un foyer révolutionnaire mais de réaliser une expérience sociale. Rossi développe ses idées féministes : « *On affirme que la révolution sociale émancipera économiquement les femmes. Il est opportun de se demander : la femme économiquement émancipée pourra-t-elle, par la force de ce fait, s'émanciper des préjugés moraux et de la tyrannie affective de l'homme ?... le doute s'impose au sujet de nombreux anarchistes qui se montrent fervents défenseurs de la liberté mais qui en amour sont comme des musulmans ou presque, au point de tenir leurs femmes à l'écart du mouvement social... Les femmes, qui ne pourront plus être des animaux gracieux et bénins, devront se préparer à entamer par elle-mêmes la dernière bataille pour intégrer toute l'humanité en une libre association.* »

La liberté amoureuse qui découle de ces idées n'était pas toujours facile à vivre au quotidien, malgré cette maxime de Cardias : « *Aimer plus d'une personne simultanément est une nécessité de la nature humaine.* »

Avec un mélange d'honnêteté, de candeur et la rigueur d'expérimentateur social qu'il croit devoir conserver, il fait le récit d'une aventure personnelle illustrant ces problèmes, dans un texte intitulé : *Un épisode amoureux dans la colonie socialiste Cecilia.*

« *Ce fut un après-midi de novembre 1892 qu'Eleda et Anibal arrivèrent à la colonie, et ce ne fut pas une arrivée très joyeuse. Les nouveaux compagnons étaient fatigués du voyage et mal informés sur la colonie que deux dissidents (appelons-les ainsi), établis à Curitiba, leur avaient décrite comme des plus pauvres et moins socialistes... J'avais connu Eleda un an plus tôt durant une conférence publique où j'expliquais mes idées sur l'amour libre... Dans la colonie Cecilia, dès les débuts, s'était faite la propagande théorique de l'amour libre comme possibilité d'affections diverses et contemporaines, comme véritable et évidente pratique de la liberté amoureuse tant pour l'homme que pour la femme... mais dans la pratique on repoussait*

aux calendes grecques, en raison de la douleur des maris, des préjugés des femmes, des relations domestiques établies de longue date et difficiles à rompre, de peur que, la colonie dissoute, restent abandonnés les femmes et les enfants... »

Peu après, Eleda quitte Anibal pour Cardias, ce qui provoque entre les deux hommes un conflit que le second décide de résoudre scientifiquement au moyen d'un processus d'analyse psychologique basé sur des échanges de longs questionnaires écrits entre les trois... Ce précédent, suivi d'autres cas, donne alors à Cardias le sentiment que ses théories se vérifient.

Malheureusement, les difficultés économiques persistent, les défections se multiplient, et au 1er janvier 1893 la population de Cecilia est réduite à 64 personnes, dont les plus tenaces seront délogées par la police avant de se disperser dans les grandes villes du Brésil pour participer à diverses associations ouvrières.

Rossi, qui devait finir sa vie au Brésil, tire les conclusions de son expérience dans une lettre à Alfred G. Saufleben, un ami suisse, où il analyse les causes de l'échec ; celles-ci ne compromettent « *ni l'idéal du communisme, ni l'anarchie. Tiens compte de ce que ceci n'est pas un jugement de sectaire, comme disent les bourgeois ; car si je me sens bien plus qu'avant anarchiste, je ne me sens plus aussi communiste. J'ai l'intuition d'un autre système économique, à mon avis plus naturel, plus spontané, plus raisonnable et plus utile sinon plus juste que le communisme. Je l'ai exposé dans le manuscrit encore inédit Le Paraná au vingtième siècle. Malgré ce changement de sympathie, je suis certain que la colonie Cecilia n'est pas tombée parce qu'elle était communiste et encore moins parce qu'elle était anarchiste. Elle a échoué parce qu'elle était pauvre, elle était pauvre parce qu'elle commença avec très peu de ressources, avec des personnes inaptes aux travaux agricoles, et parce qu'elle se trouvait seule dans un monde qui lui était économiquement étranger. L'enthousiasme est un état nerveux exceptionnel qui ne peut durer toujours, et l'enthousiasme est retombé chez les ceciliens. Nous jouissons de la liberté dans nos relations internes, mais il nous manquait le bien être matériel, et l'homme apprécie et désire plus que ce qu'il possède...* » ♦

Traduction et adaptation : ANTOINE BARRAL

Sources : Carlos M. Rama, *Utopismo Socialista 1830-1893*, Biblioteca Ayacucho, Caracas (Venezuela) ; Alfredo Gomez, *Anarquismo y anarcosindicalismo en America Latina*, éditions Ruedo Iberico, Madrid, 1980.

Rédaction-Administration
145, rue Amelot
75011 Paris.
Tél. : (1) 48.05.34.08.
FAX : (1) 49.29.98.59.

Bulletin d'abonnement

Tarif	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	35 F	70 F	60 F
3 mois 13 n°	95 F	170 F	140 F
6 mois 25 n°	170 F	310 F	250 F
1 an 45 n°	290 F	530 F	400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Pays

A partir du n°(inclus).

Abonnement de soutien

Chèque postal Chèque bancaire Autre

Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication :
André Devriendt
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : La Vigie,
24, rue Léon-Rogé,
76200 Dieppe.
Dépôt légal 44 145
1^{er} trimestre 1977
Routage 205 — La Vigie
Diffusion SAEM
Transport Presse

Le temps des assassins

(suite de la « une »)

chaussée de rangers, avait braqué un Beur. Avertie, la police avait laissé courir, n'y croyant pas ou ne voulant pas y croire. Il a donc fallu un mort pour que l'opinion se remémore combien les idées lepénistes sont meurtrières, et pas seulement durant les périodes électorales (1).

Et ne parlons pas des bavures policières, de la mort d'un Loïc Lefebvre, d'un Malik Oussekin, d'un Makomé ou autres, où le bleu de l'uniforme n'a d'égal que le tricolore cocardier des idées.

Certes, la violence politique peut atteindre tous les milieux, tant les phobies et les haines diverses sont les choses les mieux partagées. Mais, côté FN, il semblerait que l'on ait la gâchette plus facile. Culte de l'uniforme, culte des armes, discours sécuritaire, allures viriles, forts en gueule dans les bars... les fascistes aiment à se donner en spectacle, à se faire leur cinéma. Si le petit personnel flingueur est fondu, le staff dirigeant l'est tout autant, mais d'une autre façon. Par ses haines tournant à la névrose, il arme le bras des tueurs (professionnels ou amateurs) qui, à la faveur de la nuit, font inconsiderément des cartons. Dans une organisation comme le FN, où les hiérarchies et les étiquettes sont de mise, les coupables sont autant les dirigeants que le petit personnel. A semer la haine... Et que Bruno Mégret

ne vienne pas prétendre que ses sbires étaient en état de légitime défense ! (Selon le FN : « L'un des colleurs a été violemment agressé par une quinzaine de Comoriens. ») La vérité, c'est que sous leurs allures tartarinesques, les beaufs du FN suent un cocktail de haine et de trouille. Coller des affiches dégueulasses d'exclusion, d'exploitation honteuse de faits divers pour réclamer le retour de la peine de mort, etc — et ceci à longueur d'année — peut conduire parfois à quelques légitimes altercations (encore que, souvent, l'initiative revienne aux fascistes). Difficile de vouloir buter l'étranger hors de France et de ne pouvoir, qu'au prix d'équipées sauvages aux pouches rebondies de flingues, coller ou organiser des réunions en certains quartiers (Selon Ronald Perdomo : « En théorie, aucun n'endroit de Marseille n'est interdit à l'affichage pour le Front national, mais en pratique, on ne va pas coller dans les quartiers où nous avons peu d'électeurs. »). Pas facile de jouer les Charles Martel ou les Jeanne d'Arc en cette France de 1995, même si un Charles Pasqua à l'Intérieur semble encourager, de par ses lois sécuritaires, à la réussite de l'entreprise.

Pour bien moins que ces meurtres à répétition, la Ligue communiste d'Alain Krivine et les fascistes d'Ordre Nouveau furent interdits, en 1973, par le pouvoir pompidolien, représenté par le ministre de l'Intérieur Marcellin... L'« affront

national » va-t-il connaître pareil sort ? Certains le souhaitent, mais gageons que la tension qui naît de ces drames sert le pouvoir. Des apprentis sorciers élyséens, des temps « socialistes », firent exploser le « phénomène Le Pen » sur nos écrans TV. D'autres pourraient continuer d'user et abuser, encore et toujours, du repoussoir facilement trouvé qu'est le FN pour faire passer en douce leurs mesures politiques qui pour ne pas être étiquetées lepénistes n'en sont pas moins discriminatoires (double peine ; reconduite aux frontières des clandestins, suivant les accords de Schengen ; soupçon de mariages blancs sur les mariages mixtes...) et autorisent les dérapages.

Le drame des quartiers nord de Marseille est un des éléments de la « guerre », plus conséquente, faite au immigrés par les autorités françaises, bénéficiant de l'approbation d'une masse franchouillarde frileusement complice ou, pour le moins, indifférente. ♦

CLAUDE NEPPER
(liaison FA - Vitry-sur-Seine)

(1) A Brest (vers 85/86), lors d'un repas de Nouvel An, un militant FN tue un ami d'enfance socialiste ; à Menton (vers 87/88), à la sortie d'une boîte de nuit, un sympathisant FN abat un Marocain et blesse un Martiniquais ; plus avant, du côté de Perpignan, un militant FN blesse grièvement un automobiliste arabe accidenté alors qu'il vient quémander de l'aide... autant de faits divers lus dans la presse, ces dix ou quinze dernières années.

RENDEZ-VOUS

BORDEAUX

Le groupe Emma-Goldman de la FA vous attend chaque samedi, de 15 h à 17 h, au 7, rue du Muguet. Possibilité de débattre au sujet des SDF, d'AC !, des lois Pasqua avec le Comité antifasciste, des commandos anti-IVG, de la vallée d'Aspe, d'une éducation libertaire avec l'école autogérée Jacques-Prévert...

PARIS

Le groupe Louise-Michel organise une conférence-débat sur le thème suivant : « Contre le nouvel ordre moral... agir avec les femmes, au lieu d'élire », le vendredi 10 mars, à 20 h 30, au 10, rue Robert-Planquette (M^o Blanche ou Abbesses), 75018 Paris.

FASCISME ET MUSIQUE

Des vociférations skinheads aux théories du GRECE

« Fascisme et musique », certes, mais que l'on ne s'y trompe pas, nous sommes loin des parades nurembergoises où la Waffen SS défilait sous les applaudissements de la foule.

Actuellement, il y a deux réseaux de musique fasciste. L'un plus ou moins clandestin, les groupes skinheads, et l'autre encore plus puisque faisant besogne d'infiltration dans des secteurs plus larges. Et par dessus tout ça, il existe la main mise de militants sur des structures médiatiques, ce qui est logique de leur part et permet de synthétiser et de contrôler la pénétration de leurs idées nauséabondes dans le grand public.

Les groupes skinheads, comme Tolbiac Skin's, sont relativement marginalisés en France. En Angleterre, agissant sous la protection de Blood and Honour (Sang et Honneur), ils s'avèrent beaucoup plus nombreux (Skew-driver, Rock Against Communism, No Remorse...). Le phénomène s'étend à l'Espagne (Division 50^o), à l'Italie (Klasse Kriminale, inquiétant car distribué chez Division Nada, le label de Molodoï où officie François, un des ex-leaders des Béruriers Noirs. Triste !), en Suède (Division S), aux Etats-Unis (The Doc Morters), au Brésil (Poder Blanco) et jusqu'en Australie (Open Season).

En France, la plupart de ces groupes sont édités chez Rebelles Européens. En Allemagne, le label néo-nazi s'appelle Rock-O-Rance. En Russie, nombre de groupes de hard rock se réclament du national-socialisme et sont plus ou moins liés à l'organisation Pamiat.

Parallèlement à ces groupes skinheads, se développe un phénomène d'infiltration dans des zones musicales plus larges. Ainsi, nous savons que sous l'influence et les directives de la Nouvelle Droite, de nombreux fascistes se sont introduits dans les médias, à des postes clés, avec un discours très clean. Skyman, ancien d'Ordre Nouveau et beaucoup d'autres sont à l'origine des créations de labels musicaux ou de concerts style New Age, où de bons jeunes gens ont un discours très sympa., du style : Nous sommes comme vous, nous voulons un monde meilleur, avec ses différences. Ce mot-là a une signification bien particulière dans la bouche des fascistes. Il ne s'agit pas du droit à la différence, mais plutôt du genre : les gens différents ont le droit de vivre... mais pas avec nous ! Très fort, le retournement. Les théories du GRECE ont été bien comprises et sont appliquées (cf. les théories du groupe Laïda, en Europe de l'Est).

Voilà un bref aperçu de l'extrême droite par rapport à la musique. Il faut veiller à ce que l'on achète et où l'on met les pieds lors des concerts. Cette vigilance s'impose, et ne rions pas en disant, avec sa bonne conscience, que ce n'est pas dangereux et que de toute façon on n'écoute pas leur genre de musique. L'essentiel est de voir que beaucoup de jeunes l'écoutent et participent à cette autre forme d'endoctrinement plus ou moins caché.

F.G.

Associations

PARIS : « SECOURS OUVRIER POUR LA BOSNIE »

Dans le cadre d'une tournée, en France, de syndicalistes de la ville de Tuzla (organisée par le « Secours ouvrier pour la Bosnie ») la FSU, le SUD-PTT, le CRC-Santé-Sociaux, la CGT-ONIC, l'UNEF-ID et la CNT vous invitent au meeting qui se déroulera le jeudi 2 mars, à partir de 19 h, à la Bourse du Travail, 3, rue du Château-d'Eau (M^o République).

Pour tout renseignement à propos de cette tournée, contactez Monica, au 43.22.80.92.

PARIS : TRANSPORT GRATUIT

Une manifestation pour le droit au transport gratuit pour les chômeurs, les travailleurs précaires, les exclus en Ile-de-France est organisée par diverses organisations syndicales (dont la CNT, la CGT-Correcteurs, le SUD-PTT, le CRC-Santé-Sociaux) le samedi 4 mars, à 14 h 30, place du Châtelet.

MONTREUIL : COURTS MÉTRAGES

Le dimanche 5 mars, à partir de 18 h, une projection de courts métrages (dont une œuvre de fiction de Michèle Rollin, réalisatrice de *La Rue nous appartient*) aura lieu au Bar associatif de Montreuil, Le Vendémiaire, 33-35, rue François-Arago (M^o Robespierre).

PARIS : JOURNÉE DE LUTTE DES FEMMES

Le mercredi 8 mars, dans le cadre de la Journée internationale de lutte des femmes, un rassemblement est prévu à 18 h 30, au M^o Saint-Germain.

MONTREUIL : « ALGÉRIE URGENCE »

Une grande soirée de solidarité avec les femmes d'Algérie, animée par Idir et nombre d'autres artistes, se déroulera le vendredi 10 mars, à partir de 19 h 30, à la salle des fêtes de la mairie de Montreuil, place Jean-Jaurès (M^o Mairie-de-Montreuil).

« Un visa, une vie »
manifestation nationale
contre la politique française
des visas
à l'égard des Algériens
le 25 mars, à Nantes
pour tout renseignement :
43.56.82.35

« Mots et Musiques »
et Radio Libertaire
présentent
LUNDI 6 MARS
20 h 30
Sélima Al Khalaf
Lulu Borgia
Rose-Mary D'Orros
Théâtre Clavel
3, rue Clavel (M^o Pyrénées)
75019 Paris.
Réservations : 43.84.70.04.
Entrée : 80 et 100 F.

Le groupe
Henry-Poullaille
(de Saint-Denis)
de la Fédération
anarchiste
vient d'éditer
trois nouveaux
autocollants

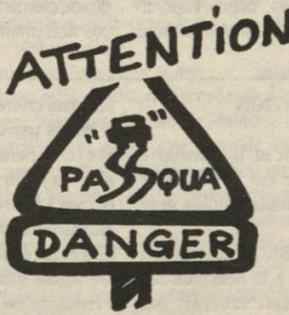
1 F l'unité
et
20 F le paquet
de
40 exemplaires
(pour tout envoi,
ajoutez 5 F
de frais de port)
PAS DE
PANACHAGE
POUR
LES PAQUETS
DE 40
EXEMPLAIRES

LE MONDE SELON PASQUA



FÉDÉRATION ANARCHISTE
145 rue Amelot, 75011 PARIS

Nos derniers autocollants
anti-sécuritaires et contre l'intégrisme
à commander à PUBLICO, 145, rue Amelot, 75011 Paris



FÉDÉRATION ANARCHISTE
145 rue Amelot, 75011 PARIS

Interdictions
Menaces - Assassins
Incitation à la Haine et
Intolérance



FÉDÉRATION ANARCHISTE
145 rue Amelot, 75011 PARIS

Le Planning familial en sursis

DANS UN PRÉCÉDENT ARTICLE, vous aviez été informé(e) de la menace de fermeture planant sur le Planning. Depuis, il y a eu plusieurs manifestations, rassemblement et autres actions qui ont sensiblement modifié le ton des interlocuteurs du Conseil général dans les réunions de négociation. Le ton... mais pas vraiment le fond.

Dans ce précédent article, il était fait référence au 2 février, date fatidique pour le Planning familial du Nord. En effet, ce 2 février, le tribunal de commerce de Lille devait statuer sur la mise en liquidation du Planning familial du Nord. Finalement, campagne électorale oblige, le tribunal a daigné consentir un petit sursis au Planning familial, le fond de roulement de la trésorerie permettant de fonctionner en l'état jusqu'en avril. La nouvelle date fatidique est désormais remise au 1^{er} mars, date à laquelle le Conseil général doit se prononcer clairement sur les subventions qui seront accordées au Planning familial pour les huit ans à venir. C'est du moins ce que demande l'administrateur

judiciaire gérant depuis le 2 novembre le Planning familial du Nord. A cette occasion, le Conseil d'administration du Planning rencontrera M. Baudry, le délégué du Conseil général à la prévention, l'insertion et la jeunesse. M. Baudry, celui-là même qui vient d'être condamné à un mois de prison avec sursis pour abus de biens sociaux dans une société de HLM locale... Baudry, celui-là même qui reproche au Planning familial du Nord sa mauvaise gestion. Ce serait truculent si ce n'était pas simplement sordide.

Ce que nous prépare le Conseil général en matière de budget, on ne le connaît pas encore dans les détails mais on peut imaginer. Au préalable, l'instance départementale exige du Planning familial du Nord qu'il recherche d'autres financements ; cela donne le ton du désengagement du Conseil général, qui a néanmoins promis publiquement (promesse d'ivrogne !) le maintien des subventions des centres de planification, avec cependant une exception pour celui de Lille qui comporterait trop

de salariés... Pour ce qui est du fonctionnement de l'association départementale qui chapeaute, en fait, les huit centres du Nord, le Conseil général laisse entrevoir l'arrêt total des subventions. Suite aux réductions du budget de l'année passée, l'association départementale est déjà allégée de six postes sur les huit d'origine. Ce coup porté à l'association n'est pas anodin. En effet, c'est ce service qui assure la formation des travailleurs sociaux, des personnels de centres d'interruption volontaire de grossesse, des enseignants... Se débarrasser de cette instance, c'est stopper dans le Nord la contraception et l'avortement, c'est faire reculer le savoir, c'est retourner à l'ignorance et à l'inconscience, c'est faire reculer les droits des femmes. Le Conseil général ne s'y est pas trompé. Nous non plus.

De date fatidique en date butoir, force est de constater le mépris avec lequel le Conseil général gère cette affaire et considère en général la planification dans son département. Cela aurait pu essouffler le collectif

de soutien, désemparer les militants, faire baisser la pression... Ça aurait pu... mais ça n'a pas. Cependant, la gloriole n'est pas de mise et chacun(e) reste vigilant(e) et active. Et on assiste aujourd'hui à une radicalisation d'une partie du collectif (1), se prononçant notamment pour l'arrêt des pseudo-négociations proposées par le Conseil général et la restitution intégrale du budget de fonctionnement antérieur à la crise, c'est-à-dire avant les six licenciements. Le Conseil d'administration du Planning entend, quant à lui, continuer les négociations avec le Conseil général « à tout prix ». Des débats houleux en perspective mais qui n'occultent pas notre volonté à tous de se battre pour un Planning familial du Nord vivant et actif dans le département et contre la remise en cause généralement constatée des droits des femmes.

Des conférences de presse et des manifestations sont prévues pour les semaines à venir, en plus des inévitables émissions de radios, articles de presse ou signatures de pétitions. La prochaine grande échéance sera

le samedi 25 mars où le collectif de soutien appelle à une manifestation dans les rues de Lille l'après-midi et à un meeting de soutien le soir à la Maison de l'Education permanente, rue G.-Lion à Lille.

La mobilisation continue. Ne manquez pas le rendez-vous. A travers le Planning familial du Nord, ce sont tous les centres de planning qui sont menacés, ce sont les droits des femmes qui sont menacés. ♦

THÉRÈSE
(gr. Humeurs Noires - Lille)

(1) Le collectif se compose d'associations (la librairie du Côté des Femmes, le Centre culturel libertaire, Les Flamands Roses, Act-Up Lille...), de syndicats (CNT Santé-Social-Education, CFDT, CGT...), de groupes politiques (FA, LCR...) et d'individus... et d'inévitables partis politiques en période électorale (Verts, PS, PCF).

N.B. : où trouver les pétitions : librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris ; Groupe Humeurs Noires, BP 79, 59370 Mons-en-Barœul ; MFPP du Nord, 33, rue Faidherbe, 59000 Lille.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Exit le rapport Laurent

VOILÀ LONGTEMPS que le patronat rêve d'un système éducatif qui puisse lui livrer des étudiants sur mesure. Il n'a eu de cesse de multiplier les pressions en direction des gouvernements successifs, qu'ils soient de gauche ou de droite, pour parvenir à ses fins.

Pour dire vrai, ces derniers ne se sont guère fait prier puisque de lois en réformes on s'achemine vers la disparition du cadre national des diplômes, la régionalisation du recrutement et du financement, la fin de la gratuité des études, le renforcement de la sélection, l'augmentation du financement des établissements privés par les fonds publics et l'intervention grandissante dans le contenu pédagogique.

Le 29 décembre 1994, François Fillon, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche s'est fendu d'un arrêté visant à réduire de façon drastique le nombre des inscriptions de diplômés d'Instituts universitaires de technologie (IUT) en deuxième année des Instituts universitaires professionnalisés (IUP), qui préparent à la licence puis à la maîtrise et au diplôme d'ingénieur-maître. Le même texte prônait également l'accès prioritaire en IUT aux bacheliers technologiques. Si l'on met ceci en perspective avec le contrat d'insertion professionnelle mort-né, on voit bien que l'objectif visé est de cantonner les étudiants issus des milieux les plus défavorisés dans des études courtes purement techniques, dépourvues ou presque d'enseignements généraux, avec la volonté d'en faire

l'équivalent des ouvriers spécialisés d'hier, avec un salaire similaire, voire plus bas.

Très vite, les principaux intéressés ont saisi l'ampleur du danger et se sont coordonnés pour organiser la riposte.

A force de battre le pavé, les IUT ont fini par faire reculer le ministre de l'Enseignement supérieur. L'article 4 de sa bafouille sera remanié ainsi que la circulaire Bardet, qui définissait son application (*Libération* du 15 février 1995, p. 17).

Parallèlement à cette reculade, Fillon affirma que le rapport Laurent, autre texte nauséabond, « n'était pas enterré. Ce sont des idées, on ne les tue pas » (sic).

Quand on y regarde de près ces idées sont loin d'être nouvelles. Le sont la sélection par l'argent et la notion d'excellence que Devaquet et Minc ont défendues en d'autres temps.

Ce rapport scélérat préconise :
— la suppression de 80% du budget de l'Allocation logement social (ALS) pour les réinjecter dans celui des bourses. Pourtant cette aide qui n'est pas conditionnée par la réussite aux examens est l'une des plus égalitaires ;

— l'éclatement du système des bourses en bourses d'entretien et bourses d'inscription. Sous prétexte de distribuer des bourses au plus grand nombre, cela conduira à diminuer leur montant ;

— le triplement des frais d'inscription en premier cycle et leur quadruplement en second et troisième cycles (la combinaison de ces trois premiers points obligerait un nombre croissant d'étudiants

à devoir solliciter des frais bancaires sans avoir l'assurance d'avoir un travail une fois leurs diplômes obtenus... s'ils les obtiennent !) ;

— la création d'Instituts universitaires régionaux dans le cadre du développement de l'autonomie des facultés ; ce qui livrerait pieds et poings liés l'université aux exigences des collectivités locales et des entreprises ;

— la réorganisation en DEUG de l'année universitaire en continu en trois modules successifs de quatorze semaines avec redoublement immédiat en cas d'échec.

Laurent et son équipe voudraient nous faire croire que ce serait une amélioration (l'UNEF-ID — proche du PS — aussi d'ailleurs, qui voit là une des rares propositions « allant dans le bon sens ») alors que c'est une sélection de plus.

Même si Fillon prétend que ce rapport n'engage pas le gouvernement tout laisse à penser qu'il servira de base de travail à celui qui sera constitué après la farce électorale à venir.

C'est pourquoi ils nous faut rester vigilant.

Sur Lille, la riposte au rapport Laurent a mis du temps à s'organiser, mais au bout du compte notre cortège unitaire a regroupé 2 500 personnes, soit, toutes proportions gardées, bien mieux qu'à Paris ! Cette réussite est à mon sens due à la qualité de la tenue des débats en Assemblée générale. Après s'être mobilisés contre la circulaire Bardet-Fillon, les IUT de Villeneuve-d'Ascq ont poursuivi la grève pour s'opposer au rapport Laurent.

Si les délégués de leur coordination avaient pour la plupart des positions très réformistes et voyaient dans la négociation avec le ministère une solution acceptable ils ont su éviter toutes les récupérations politiques grâce aux pressions de la CNT-AIT et de la Fédération anarchiste, de leurs sympathisants et plus généralement de tous ceux qui se refusaient à être les fantassins des marxistes. Ce fut cependant au prix d'une vigilance de tous les instants lors des AG, pour que les politiciens de tout poil respectent les tours de parole et ne monopolisent pas les débats, et d'une présence continue sur le terrain.

Le jeu en valait la chandelle puisque la base des revendications a été élargie à d'autres domaines tels que la solidarité avec les étudiants étrangers contre la circulaire Sauvé-Marchand et l'exigence d'une éducation libre et gratuite. ♦

CHRISTOPHE
(gr. Humeurs Noires - Lille)

RAPPORT LAURENT : UNE PROVOCATION EN MARGE DE LA MANIF LILLOISE

Le mouvement contre le rapport Laurent et la circulaire Bardet-Fillon ayant pris une telle ampleur sur la métropole lilloise, la Préfecture a eu recours aux habituels artifices pour tenter de nous diviser.

Lors de la manif unitaire du 16 février 1995, un compagnon libertaire s'est fait interpellé, soit disant à la demande des organisateurs. Selon la police, notre ami arborait des symboles nazis. Rien moins ! Alors qu'en fait, c'était bien entendu le *Gegen nazi* (contre le nazisme) des antifascistes allemands, que portait le copain sur son blouson. On ne me

fera pas croire que les pandores ne le savaient pas ! Prévenus à temps par une trotskyste moins sectaire que la plupart de ses coreligionnaires, nous avons su attirer la presse à force de slogans tonitruants autour de cet incident. Ce qui a obligé les cogens à libérer notre compagnon après un contrôle d'identité. Rassérénés, nous avons repris la manifestation avec notre ami à nos côtés.

De même afin de limiter l'impact de cette manifestation la Préfecture en a modifié le parcours pour que nous battions le pavé des rues les moins passantes et surtout situées à la périphérie du commissariat central.

CHRISTOPHE

BIÉLORUSSIE

A qui servent les présidents ?

Avec cet article tiré du numéro d'automne 1994 du journal *Anarkhia*, de la Fédération des anarchistes de Biélorussie (FAB), nous commençons une série d'articles sur l'ex-URSS. Dans cet article antiélectorale, il est question de l'accès au pouvoir du nouveau président de la République biélorusse.

VOILÀ, C'EST FAIT. Alexandre Grigoriévitch Loukachenko, dans une liesse enthousiaste et générale, est devenu président de la République de Biélorussie. Quel est le secret d'une telle ascension vers les sommets du pouvoir ? Il est simple : l'ancienne foi en un « bon » tsar, telle une idolâtrie d'homme des cavernes. Cette crédulité enfantine-naïve nous a déjà coûté très cher, que ce soit dans un passé proche ou lointain. Presque tous nos malheurs proviennent de notre trop grande confiance envers un pouvoir, cynique et cupide, qui devient de plus en plus impudent, d'autant plus que nous nous soumettons humblement devant lui.

D'ailleurs ces derniers temps, la majorité ne fait déjà plus confiance en personne. D'abord, les « communistes » les ont trompés, en construisant le « communisme » pour des travailleurs dirigeants, ensuite, les démocrates, qui ont créé la prospérité de marché, à peu près pour les mêmes. Il semble qu'une personne, suffisamment sensée, cesse d'attendre les bontés du pouvoir, et exige de lui la réalisation de ses droits. Mais l'euphorie du nouveau culte de la personnalité s'est emparé des masses avec la rapidité d'une épidémie psychique. Les gens ont éprouvé le besoin intérieur de croire en quelque chose, de surmonter le sentiment d'inconfort psychologique provoqué par l'irrégion et le désespoir. Et Loukachenko est devenu la nouvelle idole ; il n'est pas comme ses prédécesseurs, il est vraiment d'une autre trempe ! Loukachenko est sorti du peuple, il se battait au Soviet Suprême contre la corruption, il en montrera à ces spéculateurs qui ont construit des datchas !

Que peut-on dire de son origine, si ce n'est que son prédécesseur Kebitch et 99 % de notre appareil bureaucratique ne sont absolument pas originaires de la haute noblesse. Le pouvoir corrompu n'importe qui. Il faut aussi remarquer que Loukachenko n'a jamais été un héros qui a combattu seul pour la vérité. Ses confessions au journaliste A. Karaoulov, dans l'émission « Moment de vérité », comme quoi en son temps il s'est servi du patronage de Gorbatchev, attestent que déjà au début de sa carrière politique, Loukachenko appartenait à la glorieuse cohorte des « pérestroïkistes-démocrates ». Lors de la préparation du rapport sensationnel à la cession du Soviet Suprême, de très hauts gradés du ministère des Affaires intérieures et autres grands services aidaient Loukachenko. Puis, Loukachenko a agi selon un scénario éprouvé avec succès par le si estimé de lui Boris N. Eltsine : discours scandaleux, disgrâce, imitation d'attentat — et l'image de combattant pour la vérité et la reconnaissance générale sont assurés ! Il est vrai que

B. Eltsine a sa propre technique de rétention du pouvoir — organiser de temps à autre des tris sanglants avec les concurrents, nommés répression de « putsch » et « tentatives de révolution ». Qu'on nous garde de ça !

Les promesses de Loukachenko, de faire renaître l'Union, ont gagné une grande partie des sympathies. La désagrégation de l'Union, habilement présentée par les moyens d'information de masse russes, a pris une signification tout simplement apocalyptique. On a essayé d'expliquer la crise économique comme une sorte de rupture mythique des liens économiques. En réalité, la situation catastrophique de l'économie nationale se trouve être, avant tout, le résultat conforme du marché capitaliste, avec la surproduction qui lui est propre (et plus exactement, avec l'absence de solvabilité pour la population exploitée), avec les inévitables faillites et licenciements cycliques. Il ne faut pas que les nostalgiques de l'Union Soviétique oublient que l'association avec la Russie capitaliste de Eltsine n'apportera même pas la « légitimité » de camp qui a remplacé le socialisme véritable en URSS. Aujourd'hui chacun joue pour lui sur le marché, et la loi du « tirer profit de... » ignore les sentiments, mais ordonne de dépouiller le plus faible. Pour l'instant, la position de « petit frère » occupée par Loukachenko vaut à la Biélorussie les entreprises les plus prometteuses (l'Union des entreprises Azot, les usines pétrolières Mozirski et Novopolotski). Il nous faut non un diktat impérialiste, mais une union des peuples, établie sur le libre consentement et l'égalité, et dont la base serait l'autogestion du peuple et le socialisme libertaire.

L'essentiel est le moyen utilisé par Loukachenko pour attirer les voix des électeurs : son soi-disant désir de garantir la justice sociale. En économie, il n'a pas d'opinions précisément définies, et est prêt, semble-t-il, à accomplir nombre de ces actions contradictoires, ignorantes et déséquilibrées qui lui sont si particulières. Mais, quoi qu'il en soit, Loukachenko mettra le cap sur la formation ultérieure d'une économie capitaliste-privée, qui réponde aux intérêts de la classe de la bureaucratie. C'est au nom de la possession de la propriété privée, que la nomenklatura a réalisé la « pérestroïka », et le renoncement au marché signifierait la perte du soutien de l'appareil bureaucratique, c'est-à-dire, la perte du pouvoir. Mais les intérêts des divers groupes de la bureaucratie et de la bourgeoisie qui se forment ne sont pas identiques ; beaucoup, en attendant d'être les maîtres des bénéfices, exigent encore l'appui de l'Etat. Le réglage étatique de l'économie qu'a l'intention de faire le président se fera dans les intérêts de



lobbies particuliers, par exemple, l'agriculture, etc.. Et le statut des fonctionnaires de l'équipe de Loukachenko, qui s'acquitteront de ces fonctions de régulation, de contrôle et de prohibition, s'élèvera fortement.

Les attaques verbales de Loukachenko et de son équipe contre les représentants du capital commercial-intermédiaire ne signifient pas critiques du système économique capitaliste, mais servent de camouflage populiste à la politique pro-bourgeoise du nouveau gouvernement. Les organes fiscaux peuvent contraindre les petits commerçants à payer des impôts, à acheter des licences... mais ce ne sera qu'une nouvelle répartition d'une partie des bénéfices acquis par les spéculateurs au profit des bureaucrates. Seule une pression sous forme de grèves, de manifestations et de contrôle « par le bas », peut réellement contraindre les ressources du budget à aller en faveur de la société.

Même chose pour les discours sur une lutte sérieuse contre la corruption. Loukachenko avait certes raison lorsqu'il a jugé l'équipe de Kebitch de totalement corrompue. Mais dans son propre gouvernement, il y a déjà 8 personnes de l'ancienne bande de Kebitch, dont une, et qui joue un rôle-clé, le premier ministre Miasnikovitch, si souvent mentionné du temps de la campagne électorale comme un corrupteur acharné. Des épurations, licenciements isolés et exemplaires sont possibles pour conserver un peu plus longtemps l'image populiste du président. D'ailleurs, il lui faut aussi débayer la place pour ceux qui lui sont personnellement dévoués. C'est dans ce but qu'ont eu lieu de telles campagnes du temps de Gorbatchev — la lutte contre la « mafia ouzbek », etc., les processus d'Andropov. Et avec quelle envergure la fraction stalinienne de la bureaucratie a éliminé les groupements rivaux de la bureaucratie trotskiste, boukhariniste et zinoviéviste ! Mais plus que tout, ce sont les simples gens, coupables en rien, qui ont souffert. Comme pour cette fois, la politique du « serrage de vis » écrasera avant tout les simples travailleurs.

Aujourd'hui pour Loukachenko, une politique de louvoiement est caractéristique, entre les diverses forces

A en juger que — suite au manque de corrélation, provoqué par le président, entre les prix et les salaires — beaucoup vont se trouver d'ici peu à la limite de la survie physiologique, on peut s'attendre à ce que l'opération soit pratiquée sans anesthésie.

Le plus outrageant pour les gens est qu'ils ont précisément reçu une telle paye pour la confiance aveugle qu'ils ont témoignée à Loukachenko lors des élections. C'est justement parce que la majorité des gens s'est trouvée hypnotisée par de douces promesses, et n'est pas prête à des actions de protestation, que l'Etat a entrepris de leur vider les poches sans cérémonie.

Où est l'issue ? Est-il encore possible que nous endurons avec résignation les railleries, vivions dans la misère, nourrissons des parasites, et croyions en des mensonges cyniques ? Qu'allons-nous laisser à nos enfants ?

Il faut cesser de se reconforter en croyant en un « bon tsar » ou un « président populaire ». Il ne faut pas se faire d'illusions, les présidents ne servent pas le peuple, c'est le peuple qui sert les présidents. Un travailleur ne peut avoir qu'un seul défenseur, le même que lui, ouvrier, paysan, employé, étudiant. Avec lui, avec des centaines de milliers de personnes prêtes à défendre leurs droits pour une vie digne, il peut tout. Il peut dire « basta ! » et sortir dans la rue, exiger du gouvernement d'autres salaires avec lesquels il pourra nourrir et vêtir ses enfants. Il peut totalement se passer de gouvernement, de cette armée de parasites, s'il prend les usines et entreprises entre ses mains, s'il établit partout l'autogestion du travail. La base de cette autogestion doit être les Soviets libres, qui se composeront de délégués révocables à tout moment, avec des instructions précises des électeurs. Le socialisme libertaire ou l'état de la crise capitaliste et l'exploitation — la solidarité du travail ou une nouvelle raillerie des grands de ce monde sur le peuple soumis ! ♦

YOURI GLOUCHAKOV

A LA PETITE SEMAINE

Les idolâtres

On aurait tort de penser que le besoin de vénérer des idoles reste un phénomène adolescent. Le mal se prolonge parfois bien au-delà, ancré dans une bêtise épaisse.

Ainsi, à quelques semaines d'intervalles, la sortie en salles d'un film cubain et la diffusion télévisée d'un reportage sur un cadavre politique ont fourni l'occasion à quelques idolâtres de sortir des poubelles de l'histoire une ex-divinité du gauchisme, sorte de James Dean de la guérilla pour militant en manque d'exotisme insurrection armée : Che Guevara.

De la beauté virile du barbu des pampas au mythe castriste du guérillero sans peur et sans reproche, tout l'arsenal des légendes fabriquées nous a été resservi avec une déconcertante naïveté qui aura ému, n'en doutons pas, les quelques rescapés de cet important mouvement libertaire cubain décimé précisément par les compagnons d'arme de ce marxiste-léniniste pur jus, plus fidèle d'entre les Fidel.

Trop, c'est trop ! Et le goût immodéré pour un romantisme cucul ne peut excuser indéfiniment l'ignorance crasse. ♦

FLORÉAL

Pourquoi la « guerre ouverte » n'a-t-elle pas éclaté au Kosovo ?

(suite de la « une »)

était occupée par le régime fasciste italien et certains des Musulmans balkaniques, albanais ou bosniaques, avaient choisi le camp nazi, notamment (mais pas seulement) pour des motifs antisémites (2). La 21^e division SS Skanderbeg (du nom du « héros national » albanais) rassembla des forces albanaises et se livra à des massacres sur la population civile serbe. Ce qui laisse de très mauvais souvenirs... Près de 100 000 Serbes, sur une population estimée à 800 000 personnes, durent fuir. Inversement, près de 10 000 Albanais entrent au Kosovo entre 1941 et 1945. Ils y resteront alors que Tito, par son décret du 16 mars 1945, interdit donc aux Serbes de retourner au Kosovo. Le régime titiste accordera ensuite des « facilités d'entrée » à 60 000 autres Albanais entre 1945 et 1948. Puis, après cette date, il accueillera des Albanais comme réfugiés politiques lorsque le régime albanais de Hodja soutiendra Staline contre Tito... Comme on le voit, l'histoire du Kosovo est loin d'être aussi manichéenne que certains le disent, ce qui explique d'ailleurs la force des tensions.

Mais la politique titiste allait bien au-delà de la défense des droits de l'homme kosovars, dont le régime se moquait bien éperdument par ailleurs. N'oublions pas que Tito créa cette espèce hybride de « peuple musulman », qui non seulement était en complet porte-à-faux avec les principes marxistes dont se réclamait le régime — il est vrai que les marxistes nous ont toujours habitué à l'opportunisme le plus débridé — mais qui se trouvait aussi en contradiction avec les principes mêmes de l'équilibre yougoslave. Le régime titiste reconnaissait en effet le principe de « peuple » (*narod*) comme base des « communautés ethniques », à qui il fallait attribuer des statuts politiques différents suivant les cas (républiques, régions autonomes, minorités reconnues). Mais la majorité de ces peuples était désignée en référence à une notion géographique, historique ou linguistique (peuples slovène, serbe, monténégrin et macédonien) sauf, précisément, celui de « peuple musulman ». Celui-ci désignait « la population de langue serbo-croate et de religion ou au moins de culture musulmane, surtout nombreuse en Bosnie-Herzégovine et dans le

Sandjak [partie Sud-ouest de la Serbie] » (3).

La population musulmane mais albanophone du Kosovo ne rentrait donc pas dans cette catégorie ; elle était au contraire reconnue comme « minorité nationale » puisque, au même titre que les minorités hongroise, italienne ou roumaine leur « mère-patrie » était à l'étranger, l'Albanie en l'occurrence. Le critère de « bosniaque » ne fut donc pas reconnu, au bénéfice d'un critère religieux exceptionnel mais partiel, pour ne pas dire partial, car ne recouvrant, comme on sait, qu'une partie de la population bosniaque. Ce choix de Tito, lourd de

« [des] passions pas uniquement dues à une quelconque aberration brusquement chauvine des populations... »

conséquences pour l'avenir, fut, en partie, pris pour contenter les États musulmans qui étaient des pièces indispensables pour maintenir l'illusoire, et finalement funeste, cohésion du « mouvement des pays non-alignés » et du tiers-mondisme, dont la Yougoslavie titiste était l'un des fers de lance. De fait, le Kosovo fut dissocié de l'entité musulmane de Bosnie, et d'une certaine façon marginalisé ou neutralisé.

Ces faits, pour aussi désagréables qu'ils soient à rappeler, aident à comprendre la complexité des problèmes et l'exacerbation des passions dans les Balkans, passions qui ne sont pas uniquement dues à une quelconque aberration brusquement chauvine des populations, serbes ou autres, mais qui ont aussi leurs fondements historiques. En outre, les zones où les populations albanaises sont majoritaires au Kosovo, de même que les zones occidentales de la Macédoine qui longent la frontière albanaise, ont largement évolué dans le temps (4). C'est à la fois la croissance démographique naturelle des Albanais de l'ex-Yougoslavie, plus importante que partout ailleurs dans l'ex-fédération (et même qu'en Europe puisque leur taux de natalité de 27 pour mille y constitue le record) et leur faible mobilité socio-géographique (plus faible proportion de mariages « mixtes ») qui expliquent le renforcement de la particularité albanaise au Kosovo... et pas le contraire !

Au bout du compte, derrière les références à un quelconque mais impossible « droit historique » et autre « berceau de la nation », c'est tout le problème de la « propriété du sol » et de son partage, question qui avait stimulé la naissance du socialisme comme solution radicalement nouvelle, qui se retrouve posée... comme en Palestine, ou ailleurs... avec les fausses solutions que le

système capitaliste et nationaliste lui apporte, étant par définition contre la propriété collective du sol.

LA DEMAGOGIE DES ANTI-SERBES DU NORD, L'HYPOCRISIE DES ÉTATS OCCIDENTAUX

— Les indépendantistes croates et slovènes, qui ne voulaient plus de la Yougoslavie ni de la Serbie, ont parfaitement compris dans les années 80 tout le parti qu'ils pouvaient tirer du Kosovo, mais à leur propre profit. Ils ont versé toutes les larmes de leur corps sur le sort infamant réservé au Kosovo par l'État serbe, cristallisant autour de ce dernier toutes les haines et les rivalités qui conduisirent à l'éclatement de la Yougoslavie. Mais ils parlaient déjà le double langage puisqu'ils reprochaient à la fédération yougoslave de trop redistribuer les richesses qu'ils produisaient en faveur du Kosovo, jugé décidément trop arriéré. « Nous en avons marre de payer pour le Sud », proclamaient déjà leurs économistes (5). Et maintenant qu'ils ont acquis leur indépendance, ils se moquent bien du Kosovo et de ses 40% de chômeurs [70% selon certains chiffres, cf. (6)], sauf sur le plan idéologique car cela peut toujours servir à embêter le gouvernement serbe. Ou l'on retrouve un autre problème, celui des rapports entre régions développées et régions sous-développées !

Ce n'est pas tout. Ne voir dans le drame yougoslave qu'une mauvaise alchimie purement locale de haines aussi ancestrales que diverses serait se méprendre, en dernier ressort, sur la nature même du conflit et, surtout, sur sa finalité ou les raisons de sa durée. Les puissances occidentales, et européennes en particulier, portent une lourde responsabilité dans l'accélération du conflit. La décomposition du bloc de l'Est et l'exacerbation de la concurrence capitaliste dans le cadre d'un marché plus que jamais mondial ont conduit chacun des pays concernés à se jeter sur la proie yougoslave, et à tenter de reconstituer une aire d'influence qui — comme par hasard — n'avait pas totalement perdu de sa mémoire. Ainsi, l'État allemand, qui reconstitue sa fameuse *Mitteleuropa* (Europe médiane), choisit le camp croate et slovène, aidé par le Vatican. L'État français suit, tant bien que mal, son vieil allié serbe, maillon de l'ancien axe serbo-greco-roumain anti-allemand. Le Royaume-Uni joue, cahin-caha, la même carte que la France, mais il est gêné aux entournures par son allié traditionnel, l'État américain. Celui-ci, tout heureux de voir l'Europe politique s'embourber dans le merdier yougoslave, ne manque pas de jeter de l'huile sur le feu — campagnes médiatiques parties de l'Amérique à l'appui (7) —, voire même de s'allier avec le camp musulman bosniaque pro-Izetbegovic pour contrôler l'arc

musulman » qui va des Balkans au Pakistan en passant par les vieux alliés pro-américains que sont la Turquie ou l'Arabie Séoudite. Comme, en plus, toute guerre permet l'écoulement des stocks d'armes déléstés par la fin officielle de la « guerre froide » et les programmes de reconstruction que guignent toutes les entreprises en mal de conquête de marchés (8), comme on peut le voir dans une Sarajevo ruinée mais déjà reconstruite sur le papier par les multinationales du bâtiment et des travaux publics parfois déguisées en organisations humanitaires, ou téléguidant celles-ci, la pauvre Bosnie-Herzégovine située au carrefour géopolitique des rivalités régionales, nationales et internationales pouvait malheureusement devenir le champ clos des nouvelles horreurs du capitalisme.

Champ clos, en effet, car si les hordes locales dûment équipées par les multinationales de l'armement peuvent s'étripier à qui mieux-mieux dans ce périmètre, tout au plus élargi à la Krajina voisine de Croatie, il n'est pas question pour le vieil ordre international que ce conflit vienne remettre en cause le tracé des frontières entre États. Contestation interne entre les factions d'un ancien État comme la Yougoslavie : oui. Contestation de ces frontières vis-à-vis des voisins encore en place : là,

« Bref, les Albanais du Kosovo sont abandonnés de tous, ou presque, mais ce n'est pas nouveau... »

non. Le Kosovo appartient-il à la Serbie ? Eh bien qu'on lui laisse, raisonnent donc nos dirigeants mondiaux. Car la sécession kosovar de la Serbie entraînerait inévitablement son rattachement à l'Albanie voisine, dont le gouvernement — même peuple, même langue — ne cesse de revendiquer l'identité. Ce qui voudrait dire modification des frontières internationales. Ce qui ouvrirait la boîte de Pandore dans le monde entier. Ce qui menacerait les grandes puissances elles-mêmes (Irlande, Pays Basque, minorités en Russie, frontière sibérienne, Kouriles, Afrique) et, pour le coup, aboutirait à un véritable chaos qui n'est pas forcément conforme aux intérêts capitalistes du marché mondial unifié. Ce n'est pas la petite Albanie, qui, comme la Yougoslavie elle-même, doit largement sa naissance étatique à la volonté des grandes puissances au sortir des deux guerres mondiales, et qui émerge d'un demi-siècle de stalinisme féroce, qui va tenter à elle seule de secouer l'ordre mondial. Et ce ne sont pas les nationalistes irlandais, basques ou palestiniens qui voient arriver une solution, maintenant prônée par les dirigeants de la Triade soucieux d'une paix intérieure

dans leur pré carré, qui vont se porter à leur secours !

Bref, les Albanais du Kosovo sont abandonnés de tous, ou presque, mais ce n'est pas nouveau puisque la répression des manifestations de Pristina, en mars 1981, avait fait plus de mille morts, et personne n'avait bougé. On comprend mieux qu'ils aient choisi une tactique non-violente pour résister à l'oppression de l'État serbe. Mais tout cela peut aussi changer. Enfin, comme rien n'est simple, on peut souligner que les critères ethno-culturels sur lesquels s'appuient les nationalistes sont eux-mêmes dépassés par la réalité : au Kosovo, tous les musulmans ne sont pas des Albanais, et tous les chrétiens ne sont pas nécessairement des Serbes (puisque'il existe des minorités albanaises catholique et orthodoxe).

Il ne faut donc pas perdre de vue le cynisme de la classe dirigeante — de toutes les classes dirigeantes — cynisme à l'œuvre sous nos yeux dans tous les domaines de la vie politique économique ou sociale, sinon ce serait se donner de fausses illusions et se lancer dans de faux combats. De même, il ne faut pas se résigner à un quelconque fatalisme historique ou culturel, et abdiquer devant les prétendants de l'émiettement de l'humanité. Après tout, n'y eut-il pas un projet de rattachement de l'Albanie à la fédération yougoslave (c'est-à-dire celle des « Slaves du Sud ») entre 1945 et 1948 ? Serbes ou Albanais ou autres, « bons » un jour, « méchants » le lendemain, il n'y a pas de situation figée pour l'éternité. Seul un projet social fort, universaliste et libertaire, peut nous sortir des complexités meurtrières du passé. Mais n'est-ce pas le sens du projet socialiste libertaire ? ♦

PHILIPPE PELLETIER

(1) BAUDSON Gérard (1993) : *L'Europe des fous, ou la destruction de la Yougoslavie*. Club privé des Communautés européennes, 160 p.

(2) AJCHENBAUM Yves-Marc (1993) : « Il y a cinquante ans, une division SS islamiste en Bosnie ». *Le Monde* du 14-15/11/93.

(3) ROUX Michel (1992) : « Yougoslavie : l'État et la question nationale ». *Historiens & Géographes*, n° 337, p. 143-165.

(4) ROUX Michel (1990) : « État et territoire en Yougoslavie ». *L'État et les stratégies du territoire*. CNRS, 244 p.

(5) cf « Yougoslavie, le terrorisme des États », *Brochure anarchiste* n° 7, éditions du Monde Libertaire (1993), p. 41.

(6) POZZOLI-MONTENAY Fabrice (1993) : « Kosovo : repères économiques ». *Le Courrier des pays de l'Est*, n° 376, p. 59-63.

(7) Lire ce très instructif ouvrage qui apporte un éclairage décisif sur les prétendues révélations d'atrocités : MERLINO Jacques (1992) : *Les vérités yougoslaves ne sont pas toutes bonnes à dire*. Paris, Albin Michel, 272 p.

(8) BAROLLIER Pascal et GAUTIER (1994) : *Main basse sur Sarajevo, la guerre secrète pour reconstruire la Bosnie*. Paris, Edition n°1, 146 p. Le credo complètement cynique de ce livre est de reprocher aux dirigeants français de ne pas en faire autant que leurs homologues anglais ou américains dans le business humanitaire de reconstruction. Mais cela permet de relever pas mal d'informations intéressantes...

VENDREDI 10 MARS
21 h
GILLES SERVAT
à
LA TÊTE DES TRAINS
place de l'Eglise
77123 Tousson
Tél. : 64.24.76.37

Ciné sélection

« On tournait sous l'Occupation »

Une leçon d'histoire

DIMANCHE 12 FÉVRIER, une soirée Théma sur ARTE était consacrée au cinéma sous l'Occupation ; elle débuta par un documentaire *On tournait sous l'Occupation*, réalisé par Didier Deleskiewicz et Jean-Pierre Bertin-Maghit (1). Derrière l'apparente neutralité du propos, déontologie de l'historien oblige, le travail de mémoire est remarquable et, pour tout dire, terrible (au sens premier du terme). L'émission est d'une facture classique ; elle est organisée autour de deux axes : les images d'archives et les extraits de films de la période alternent avec les entretiens des témoins encore vivants aujourd'hui, plus d'un demi-siècle après (il était urgent de mettre en boîte leurs témoignages avant que le temps ne produise ses derniers ravages).

Le premier point mis en exergue est d'importance : la production cinématographique française fut dominée durant toute l'Occupation par une société, La Continentale. Cette maison de production a été constituée par l'occupant pour réaliser des films français.

L'occupant poursuivait en l'espèce un objectif politique clair : il s'agissait de divertir les Européens. Or, si le cinéma était à l'époque le loisir le plus populaire, les salles européennes étaient privées de leur principale source d'approvisionnement : les films américains. En produisant des films français, les nazis se donnaient ainsi les moyens d'alimenter les salles de l'Europe occupée.

Avec subtilité, les nazis se contentèrent de contrôler d'en haut : Alfred Greven, un Allemand, pas même nazi (« *Malgré ses colères, il était sympathique* », se souvient le patron du cinéma français), dirigea La Continentale et offrit des conditions salariales très appréciables (contrat à l'année, salaire supérieur aux pratiques françaises) qui avaient de quoi séduire. Pour le reste, il suffisait de laisser les Français faire, car ils savaient faire. Résultat, rien ne permet de distinguer les films produits par la Continentale, note avec justesse le commentateur, des autres films français... Cette absence de dissemblance semble, tout compte

fait (à tous les sens du terme), terriblement accablante pour l'ensemble de la production française. Elle dit que les fonctions idéologiques remplies par l'ensemble de ses films convenaient parfaitement au procès de domination imposé par les nazis, d'abord à leur peuple puis à l'ensemble des peuples de l'Europe. Les collaborateurs français, qui jugeaient ces films trop timorés dans leur engagement aux côtés de l'Allemagne nazie, n'avaient, en fait, rien compris.

La production française sous l'Occupation reprend la logique de la production de l'UFA, la compagnie qui domine le cinéma allemand durant la période nazie. Les quelques films de propagande ôtés (*Le Juif Süß* de Veit Harlan, *Le jeune hitlérien Quex* de Hans Steinhoff et les célèbres films de Léni Riefenstahl dont le chef-d'œuvre reste *Le triomphe de la volonté*), trop célèbres, ne doivent pas occulter le principal : la production cinématographique de l'Allemagne totalitaire, pour l'essentiel, ne se distingue en rien des autres films de fiction des pays

démocratiques ni même de ceux de l'URSS, au moins depuis la prise en main du cinéma par Joseph Staline.

Dès lors, la critique véhémente formulée par les jeunes réalisateurs soviétiques des premières années dénonçant le cinéma-opium, fustigeant la fable, apparaît pleinement justifiée et ce malgré ses excès. Les réponses alternatives avancées par eux (fragmentation du récit, refus radical de la fiction, mise en évidence du dispositif...) semblent, avec le recul du temps, certes difficilement opérationnelles ; pire, le cinéma qui se rapproche le plus aujourd'hui de ce modèle (le clip) apparaît comme la forme la plus aboutie de l'aliénation... Cependant, les réponses même erronées n'impliquent pas une nécessaire invalidation des questions posées ! En ces temps d'incertitude où la chute du communisme a permis de faire passer à la trappe toutes les critiques du système capitaliste, il est bon de rappeler ce genre d'évidence.

Au rebours, cette permanence de l'expression et de la forme fictionnelle a servi parfaitement d'alibi à tous ceux qui ont continué à travailler sous l'Occupation ; elle a permis aux professionnels du cinéma français de vivre sans trop d'états d'âme leur collaboration avec les nazis. Du moment que leurs films ne faisaient pas l'apologie du régime nazi, ils étaient tranquilles... Pour autant, cinquante ans après, leur bonne conscience qui se fait jour sans grande difficulté, à quelque chose de répugnant et, là, nous devons souligner le remarquable travail d'entretien qui a permis ainsi de faire sourdre cette vérité, en mettant à nu les protagonistes de cette époque.

Danielle Darrieux n'a pas peur d'employer le mot « résister » en parlant de son séjour à Mègeve. Un peu mal à l'aise certes, elle ne trouve qu'à évoquer l'insouciance de la jeunesse pour justifier sa passivité. La croyant adolescente, on l'excuserait presque ; mais lorsqu'elle avoue son âge à l'époque, ses vingt-quatre ans font mal. Toute la sympathie pour l'actrice s'estompée malgré son décalé généreux car ses propos son scandaleux. Ils insultent la mémoire de Sophie et Hans Scholl, décapités pour avoir pris part aux activités du groupe La Rose blanche, en Allemagne, et qui avait tout juste vingt ans ou celles des lycéens morts en résistant un peu partout en France, comme ceux du lycée Montaigne de Bordeaux, fusillés à la ferme Richemont.

Bonhomme bien rond, Marcel Carné affiche une quiétude imperturbable. Il a continué de travailler en France occupée, car il ne savait pas tenir un fusil ; c'est tout ce qu'il trouve à dire, à croire que les instituteurs et les paysans savaient ! Jean Marais, qui se vante dans ses mémoires de ses folles soirées parisiennes où il dépensait au jeu des sommes conséquentes, possède, lui, un titre de gloire dont il entend se prévaloir : il a cassé la

gueule au critique de *Je suis partout*. Certes, ce n'était ni parce que ce journal était de la pire espèce ni parce que ce journaliste était une crapule, non, simplement, il a réagi avec violence à une mise en cause de son ami, Jean Cocteau... Du reste, il ne semble pas avoir été inquiet pour ce geste malheureux.

Mais le plus grave dans le film est la sérénité de Jean Dreville : un véritable cauchemar. Il est encore plus insupportable de bonne conscience que le pharmacien du *Chagrin et la pitié* ! Plus explicitement, avec une bonne humeur affichée, il reprend tous les clichés de l'antisémitisme ; en faisant mine de l'expliquer, il le justifie entièrement : « *Le cinéma était dominé par les juifs, qui naturellement favorisaient les leurs* ». Il suffit de gratter un peu le vernis... Et de plus, lâche-t-il : à l'abri de la concurrence nord-américaine, l'Occupation fut l'âge d'or du cinéma français ! Nostalgie oblige, ces temps déraisonnables étaient ceux de sa jeunesse...

Par contre, Madeleine Sologne s'en sort plutôt bien ; elle montre par là que les choix politiques ne sont pas entièrement déterminés par les positions occupées dans l'édifice social ou dans le processus de production. L'éthique peut constituer des convictions fortes. Involontairement, son témoignage est accusateur : le choix était donc possible. Cependant, dans l'ensemble du film, les professionnels qui ont refusé délibérément les pièges de la collaboration et ont pris les positions les plus courageuses se recrutent principalement chez les techniciens : du chef opérateur à l'électricien, ils sont tous épatants. Henri Calef, parce que juif, cherchait simplement à survivre. Le chef électricien établissait des faux certificats de travail à des jeunes pour leur éviter le STO. Henri Alekan n'a pas attendu la libération de Paris ; il a rejoint la résistance dès 1942 et a su mettre sa caméra au service du combat anti-nazi, démontrant par là qu'il n'était pas nécessaire de manier le fusil pour résister activement. A chacun sa guerre, en quelque sorte : Edwige Feuillère ignorait jusqu'à l'existence du marché noir. Ce qui, à l'époque, vaut bien le : « *Ils manquent de pain, qu'ils mangent donc de la brioche* » (dixit Marie-Antoinette) Qui a dit que le point de vue de classes n'existait pas ? Ce film démontre, sans y avoir l'air, que la conception de l'histoire dépend largement de la place occupée dans la société. Au-delà de la condamnation morale toujours bienvenue qu'il provoque, ce film permet d'effectuer une mise en perspective de l'histoire de l'Occupation, grâce au cinéma. On reconnaît bien là la marque de l'école de Marc Ferro. ♦

MATO-TOPÉ

(1) Professeur de cinéma, spécialiste de la période ; l'essentiel de ses publications porte, en effet, sur *Le cinéma sous l'Occupation* (titre de son ouvrage paru chez Orban, en 1989).

SAISIE DE TÉLÉ MOUN MARTINIK

La fièvre monte aux Caraïbes

Le 21 septembre 1994, les gendarmes de la brigade du Marin (Martinique) ont pénétré dans un local, propriété de la commune de Sainte-Anne (abritant le Club Méd. I), sans avertir le maire et se sont sauvagement emparés de tout le matériel audio-visuel de Télé Moun Martinik s'y trouvant.

Scène surréaliste où l'on a vu le maire, Garcin Malsa, agressé et piétiné par les gardes mobiles, alors qu'il tentait de s'opposer à la saisie illégale du matériel. Ceci met en évidence, une fois de plus, l'exercice du mépris intolérable des forces armées françaises envers le peuple martiniquais. Cette scène démontre, comme le stipule C. Duhamel (avocat au barreau de Fort-de-France) « *que l'Etat français ne recule devant rien quand il s'agit de briser toute velléité de ce peuple de penser par lui-même ; de se prendre en charge...* »

Poutji sa ? (Pourquoi ?) — Tout d'abord, Garcin Malsa est un des seuls maires écolo-indépendantistes de Martinique — de gros enjeux existent dans cette ville balnéaire qu'est Sainte-Anne.

L'expérience de Télé Moun Martinik — en dehors du fait qu'elle s'inscrit dans une dynamique de réappropriation de l'île par les Martiniquais, qui veulent en être dignes — est une réalité en terme de communication. Ce média veut démontrer : la nécessité de faire entendre sa voix (en créole) ; la volonté de prouver qu'il existe d'autres manières de concevoir le produit « télévision ».

Ainsi, comme l'écrit dans son édito P.-H. de la Reydiargues dans *DOM Hebdo*, « *Force restera au peuple... Dans les télévisions, frère, tu ne te vois pratiquement jamais. Tu n'entends pas le langage créole de tes ancêtres.* »

Tu ne vois ni les misères et les victoires ni les joies et les peines des gens de ton peuple. Et puis un jour, tu exultes ! Des Martiniquais épris de dignité ont pris leur destinée en main. A force de solidarité, ils ont créé leur propre télé...

Tu redresses la tête ! Les ennemis de ton peuple ont envoyé leurs gendarmes. Ils ne vont pas te laisser sortir de l'abrutissement et de l'abêtissement dans lesquels ils te plongent pour mieux te berner et t'expliquer.

Tu devenais dangereux avec ta télé Moun Martinik. Force, fatalement te restera. Tu as peut-être perdu une bataille. Mais, c'est sûr, tu gagneras la guerre... »

Les raisons profondes qui expliquent cette intervention — Pierre Bourdieu, prof de sociologie au Collège de France, analyse le phénomène média dans son livre *La Misère du monde* (éditions Seuil, coll. Libre examen. 165 F). Pour lui, la télé qui devrait être un outil de démocratie directe est devenue une machine à opprimer. C'est elle qui définit les jeux, les sujets dont il faut parler ou pas. Elle est elle-même aliénée parce qu'elle se trouve soumise à la contrainte directe du marché. Et les journalistes souffrent. Du même coup, ils deviennent dangereux : quand un milieu souffre, il finit par transférer à l'extérieur sa souffrance sous forme de violence et de mépris. Qui sont les plus touchés ? Les femmes et les jeunes ; c'est la structure qui les opprime.

Cette prise de conscience devrait les aider à supporter la violence et à s'organiser.

TV Moun Martinik est la preuve de cette prise de conscience. L'Etat français doit désormais prendre acte qu'il existe, malgré leur entreprise de zombification, des Martiniquais qui refusent à jamais d'accepter sa présence coloniale dans les Caraïbes. Un collectif existe sur Paris ; une marche va être organisée le 1er avril (eh oui !...).

Affaire à suivre dans *Le Monde libertaire* et à Radio Libertaire (89.4), dans l'émission « Le Son du tam-tam » (un dimanche sur deux, de 18 h 30 à 20 h).

En guise de conclusion, citons Raphaël Confiant (écrivain martiniquais, cf. *Le Dictionnaire Black* de C. Passevant et L. Portis, éditions J. Trancher. 185 F) : « *Tout lasent jounen, télé y ka difizé zimaj blan ; zimaj étranjé pow sa dérayé l'espri nou èk ta timan may nou. Lé Léta fwansé désidé dékalé TV Moun Martinik, i démontré ki i pas ni pyés respé ba kilti matinité-sa.* »

Nou, nèg martinik, nou di dwa palé èk pésonn pa ké klouré bouch nou andidan pwop péyi nou pésonn ! » (« Toute la sainte journée, la télé diffuse des images de Blancs, des images étrangères pour nous déranger l'esprit. L'Etat français a décidé de saisir TV Moun Martinik ; il a démontré qu'il n'a pas de respect pour le peuple martiniquais. Nous, Nègres de Martinique, devons parler et personne ne doit nous clouer le bec dans notre propre pays ; non personne ! ») ♦

CORINE (gr. Louise-Michel - Paris)

L'industrie des jeux

LES RÉCENTS démêlés judiciaires de l'ex-patron de la Française des Jeux ont braqué les projecteurs de l'actualité sur un phénomène de masse insuffisamment analysé. Le fait que l'on soupçonne le dirigeant de cette entreprise d'Etat de s'être servi au passage et qu'il se défende en accusant l'Elysée pour lequel il n'aurait été qu'un collecteur de fonds discret, n'a finalement que peu d'intérêt. On sait bien que dans l'alliance sans cesse renouvelée du capital et de la haute fonction publique, ce genre de chose est — si l'on ose dire — monnaie courante. La plupart du temps, d'ailleurs, ce n'est ni un mystère ni un délit pour ces zélés serviteurs de la machine étatique que de se faire construire ou aménager, aux frais de la République, piscines ou appartements somptueux, de ne voyager qu'en limousine de fonction avec chauffeur, d'avoir prébendes et passe-droits, en un mot de bénéficier des mille avantages dont sait s'entourer la *nomenklatura* de la démocratie.

Dame ! Il faut bien que ces gens-là ne dérogent point à côté du grand patronat qu'ils fréquentent tous les jours.

Quant aux détournements de fonds, les luttes claniques au sein des diverses fractions de la bourgeoisie française ont eu la vertu de les mettre, provisoirement, sur le devant de la scène. Même les plus naïfs se sont alors aperçus qu'il

s'agissait de coutumes aussi profondes et répandues dans ces milieux que de se mettre un os dans le nez pour les gens de Nouvelle-Guinée. Une véritable nécessité sociale non exempte parfois de coquetterie. Il n'est que de voir ce que l'on désigne sous la polysémique expression « Les affaires » et les palinodies patronales qu'elles suscitent : aveux et rétractions, promesses et parjures et — c'est véritablement inénarrable — jusqu'à la production en série de « codes d'éthique ».

Personne, au demeurant, n'a jamais cru qu'extraire la plus-value ou plus prosaïquement faire suer le burnous, exploiter les Contrats Emploi-Solidarité ou gérer cinq millions de laissés-pour-compte relevait de la lecture assidue des tables de la loi.

Non, le vrai problème c'est le développement, en apparence ahurissant, de l'industrie des jeux de hasard (près de 80% des Français jouent plus ou moins régulièrement).

Les nouvelles Saturnales

Les socialistes ont été élus en 1981 sur un programme qui prévoyait leur abrogation. On voit le résultat. Les *bookmakers* qui auraient parié sur la parole des caciques du PS n'auraient pas fait fortune. Ils ont multiplié les jeux et

fait bondir le chiffre d'affaire. Le petit marquis mis actuellement en examen se défendait avec arrogance quand on critiquait sa gestion. Mais il n'avait pas tort de dire qu'il dirigeait l'entreprise publique qui rapportait le plus à l'Etat et lui coûtait le moins. Pourquoi tant de gens se laissent-ils prendre à ce miroir aux alouettes ? Pourquoi, surtout, sont-ils de plus en plus nombreux ? Point n'est besoin d'entrer dans de savantes explications socio-psychologiques pour y répondre. Pour beaucoup de gens, espérer dans un hasard qui offre un espoir de gain sur quelques millions de possibilités est devenu tout aussi objectivement rationnel que d'essayer d'améliorer son sort par une démarche volontaire. Quand on se retrouve au bout de trois, quatre ou cinq ans toujours au chômage, après avoir envoyé 200, 300 ou 500 lettres de candidature (cela se voit), on finit par se dire que cette loterie n'est pas moins hasardeuse que l'autre. Et en plus, le seul gros lot que l'on puisse y attendre — le travail salarié — n'est finalement pas très affriolant. Quant aux salariés, justement, leur condition se dégrade à un point tel que la Française des Jeux ou le PMU apparaissent, à nombre d'entre eux, comme la seule issue vers une vie meilleure. A chaque époque ses religions. La nôtre est celle du fric libéré de toute référence à autre

chose qu'à lui-même. Le mythe idéologique sur lequel reposait l'ancienne société bourgeoise (travail = argent) s'effondre chaque jour davantage. Le capital financier, qui génère d'énormes profits par ses seuls déplacements électroniques de place boursière en place boursière, trouve dans le Loto ou le Quinté Plus, une sorte de représentation à usage populaire de la toute puissance de l'argent auto-créateur (faire du fric avec du fric). L'esclave mime le maître mais dans un espace neutralisé où les codes mis en action fonctionnent réellement dans leur simplicité quasi-originelle : il y a égalité des joueurs face à une même règle du jeu. Il y a aussi différence dans les sommes investies mais elle ne remet pas en cause l'égalité première et n'est jamais un gage certain de réussite. Le hasard tient lieu de mérite (c'est la presse populaire qui se hâte de raconter quand elle le peut des histoires édifiantes sur les gagnants, tant lui est dur d'abandonner l'idée que la fortune ça se mérite). On l'aura compris, ce sont des Saturnales indéfinies, délocalisées, diffuses, qu'enfante l'industrie du jeu. La fête romaine permettait quelques jours par an aux plus pauvres de se mettre dans la peau des plus riches. Cette transgression momentanée des normes était le garant du fonctionnement constant du système, le reste du temps.

Dans nos sociétés, quelques carnivals périodiques ne sauraient suffire à assurer la domination.

Le jeu d'argent le peut parce que fantasmatiquement il ouvre, une à deux fois par semaine, l'imaginaire des individus à une autre vie et leur fait donc, entre-temps, assumer leur condition présente.

L'espoir est devenu technique de gestion des individus généralisée à l'ensemble de la société de manière quasi-homogène.

Ce qui était individuel devient collectif. Ce qui était spirituel devient matériel. Ce qui était réel, car souscrit par les conditions socio-économiques de chaque individu, devient une banalité spectaculaire où chacun peut se reconnaître et donc se perdre. ♦

ALEX CLERGUE

(Alternative libertaire n° 172, mars 1995 - Bruxelles)

NANTES : LA GERBE AUX ŒUFS

Le 18 janvier, ils pensaient, les pauvres intégristes, pouvoir déposer sans heurts une gerbe de fleurs au monument aux cinquante otages nantais fusillés par les nazis, en signe de protestation, à l'occasion de l'anniversaire de la loi Veil sur l'avortement. Raté ! Une petite centaine de personnes, essentiellement étudiantes, se sont regroupées pour les en empêcher à grands coups d'œufs frais et de « *oui à la capote, non à la calotte* ». Le pauvre journaliste de *Presse-Océan* n'en est pas revenu, lui qui ne vit dans cette masse qu'une poignée de « *casseurs cogoulés* » (sic) vociférants et agressifs.

Un mois après l'attaque d'un centre IVG de Nantes par un commando (le procès était prévu pour le jeudi 23 février), la riposte était nécessaire pour défendre, outre le droit à l'avortement, celui de vivre librement et sans contrainte sa sexualité. C'est évidemment ce que redoutaient les glorieuses féministes institutionnelles qui préfèrent, comme de coutume à une présence dans la rue, l'organisation d'un banquet bon chic bon genre. Ah ! Cruelle misère de la social-démocratie...

GRUPE MILLY-WITKOP

(c/o « Le Local », 15, rue Sanlecque, 44000 Nantes)

ARDÈCHE :

AH, FICHEZ-NOUS LA PAIX !

A l'automne 1994, quelques semaines avant le vote au parlement des lois Pasqua, les groupes de l'Union régionale Sud de la Fédération anarchiste ont décidé de publier une affiche pour dénoncer les graves menaces pesant sur les libertés. Cette affiche a été placardée dans la Basse-Ardèche, le Gard, le Vaucluse, l'Hérault...

Ainsi, la bonne ville des Vans (du député-maire RPR Jean-Marie Roux) a vu ses panneaux d'affichage recouverts. Début février 1995, suite à un rapport de la gendarmerie des Vans, le président du Cercle d'études sociales ardéchois (CES) a été convoqué à la gendarmerie de Villeneuve-de-Berg pour être entendu à la demande du procureur de la République de Privas. Le fait motivant une telle audition : « *Mise en cause de la politique sécuritaire du ministre de l'Intérieur...* »

Le groupe d'Aubenas de la Fédération anarchiste tient à vous présenter ces faits car il ne peut rester silencieux devant la tentative de limitation de la liberté d'expression ! Depuis quand des individus, des associations... n'ont-ils pas le droit de dénoncer une loi, quelle qu'elle soit, faite par un gouvernement, quel qu'il soit ? Cette tentative d'intimidation ne fait que renforcer notre détermination.

Rendez-vous au prochain collage ! ♦

GRUPE FA D'AUBENAS

(c/o CES, BP 15, 07170 Villeneuve-de-Berg)

NOUVELLES DU FRONT

AFFAIRE LOMBRAL : BILAN D'UN SOUTIEN

Il y a quelques semaines, nous lançons un appel dans le *Monde libertaire* pour soutenir Eric Lombrail, objecteur-déserteur.

Eric était convoqué le 16 février dernier devant le Tribunal de Grande instance de Lyon afin de contester une condamnation à huit mois de prison ferme, suite à la désertion de son poste d'objecteur de conscience au bout de dix mois, dans le cadre de la campagne « On arrête tout ! », pour réclamer l'égalité des temps de service civil et militaire.

En vue de ce procès, un comité de soutien s'était constitué, regroupant des individus, la librairie La Gryffe et l'union locale de la Fédération anarchiste. De nombreuses actions ont été menées afin de présenter Eric comme un individu loin d'être isolé. Plusieurs tables de presse ont été organisées (en ville comme à l'université) afin de médiatiser l'affaire et de récolter des signatures pour la pétition réclamant sa relaxe. Fin janvier, un repas de soutien, rassemblant une cinquantaine de personnes, fut organisé à La Plume Noire, local de la Fédération anarchiste sur Lyon, pour élargir le soutien et aider financièrement Eric. Enfin, deux jours avant le procès, un concert eut lieu avec Jo Staline et FOC. Ce fut un succès, avec plus de 300 personnes, qui permit une dernière sensibilisation et ainsi de préparer la mobilisation pour le jour dudit procès et, ce qui n'est pas négligeable, de couvrir l'ensemble des frais (avocat et information).

Le 16 février, Eric a donc pu se présenter au tribunal avec près de 3 000 signatures de soutien venues de tout le territoire (encore merci à tous), de nombreuses lettres et plus d'une centaine de personnes venues l'accompagner avec détermination, slogans et banderoles. Parmi le rassemblement, un bon nombre d'entre nous pensait

assister à l'audience puisque procès public il y avait. Mais par comble de hasard, qui se transforma en malchance vu le nombre de médias présents (télé et journaux), au même moment avait lieu l'affaire Noir/Botton/PPDA, amenant avec elle son lot de flics et de contrôles pour accéder au tribunal.

Bloqué en bas des marches du palais de Justice, la tension monta dans le rassemblement. Et aux cris d'« *Insoumission civile et militaire* » ou de « *Police partout, justice nulle part* » un face à face s'engagea avec les forces de l'ordre, bloquant tout accès au tribunal. La tension montant encore un peu plus et des barrières commençant à être arrachées, les flics nous repoussèrent avant de devoir nous charger à deux reprises dans la rue où nous avions organisé un *sit-in* pour bloquer la circulation.

Après plusieurs affrontements avec les hommes en bleu de Pasqua, tout ceci sous l'œil des médias, Eric apparut sur les marches du tribunal avec quelques camarades qui avaient pu se faufiler à l'intérieur durant les échauffourées, pour nous annoncer que le verdict avait été mis en délibéré, peut-être en raison de la pression autour de cette affaire, et qu'il serait donné le 16 mars prochain.

Il est donc important que d'ici là toute cette dynamique de soutien ne décline pas et que, bien au contraire, nous restions vigilants et continuions à maintenir la pression, afin d'obtenir la relaxe d'Eric, et donner plus d'échos à ses revendications et aux idées qu'il défend.

Partout, l'information doit continuer à circuler. Sur Lyon, nous allons poursuivre la mobilisation afin d'être encore plus nombreux le 16 mars, devant le tribunal, pour soutenir Eric et tous les réfractaires à l'armée.

Cela faisait bien longtemps que le vent de l'antimilitarisme n'avait pas soufflé dans les rues lyonnaises. ♦

DAVID (gr. Durruti - Lyon)

SOMMAIRE

Page 1 : Le temps des assassins (suite p. 3), Pourquoi la « guerre ouverte » n'a-t-elle pas éclaté au Kosovo ? (suite p. 6).
Page 2 : Cecilia : une communauté anarchiste au Brésil.
Page 3 : Le temps des assassins (suite de la « une »), Rendez-vous, Des vociférations skinheads aux théories du GRECE, Associations.
Page 4 : Le Planning familial en sursis, Exit le rapport Laurent.

Page 5 : A qui servent les présidents ?, A la petite semaine : Les idolâtres.
Page 6 : Pourquoi la « guerre ouverte » n'a-t-elle pas éclaté au Kosovo ? (suite de la « une »).
Page 7 : « On tournait sous l'Occupation »... Une leçon d'histoire, La fièvre monte aux Caraïbes.
Page 8 : L'industrie des jeux, Nouvelles du front, brèves.